

Une démission « inéluctable » pour les élus locaux

De la gauche à l'extrême droite, les réactions sont unanimes : Michèle Alliot-Marie devait quitter le gouvernement. Pour François Bonneau (président PS de la région Centre), « elle devait partir, car c'est une personne publique, une responsable politique. Et elle part, non pas parce que les médias l'ont harcelée. Elle part car ses choix, ses positions, ses déclarations étaient insupportables ».

Un avis que partage Jean-Pierre Sueur (sénateur PS du Loiret) : « C'est un départ logique. Il en allait de la crédibilité de la diplomatie française. Nicolas Sarkozy en profite pour exfiltrer Brice Hortefeux, aux prises avec des procédures judiciaires. Ce mini-remaniement contraint ne se traduira pas par un changement de politique, et la diplomatie française reste à reconstruire. Des dégâts importants ont été commis auprès des peuples qui se battent pour leur liberté. »

« Cette démission devenait inéluctable. En même temps, elle ne règle pas le problème de fond d'une diplomatie qui manque de cohérence, juge Bernard Lefèvre, pour le MoDem 45. Nous attendons

que le gouvernement définisse une ligne, mais je suis inquiet sur sa capacité à maîtriser les enjeux nationaux et internationaux. »

Pour sa part, Franck Demaumont, maire PCF de Châlette-sur-Loing, considère le remaniement d'hier comme « un non-événement ». « Michèle Alliot-Marie paie ses mensonges. Mais j'attends autre chose du gouvernement : qu'il s'occupe des questions d'emploi, de logement et de pouvoir d'achat. Malheureusement, pour cela, il faudrait changer tout le gouvernement et sa politique. »

Enfin, selon Bernard Chauvet (Front national), « ce n'est pas ce remaniement qui va faire remonter la cote de popularité de Nicolas Sarkozy. Il a voulu montrer qu'il gardait la main mais cette démission est un aboutissement normal. Je vois en tout cas que M. Ollier (ndlr : ministre chargé des Relations avec le Parlement et compagnon de « MAM »), lui, s'en est bien sorti. Il faut dire qu'un poste de ministre est une position enviable. Ce remaniement nous annonce que la dernière année de mandat ne sera qu'une vaste campagne électorale. »